



PREFET DE LA DROME

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes
Unité Territoriale Drôme-Ardèche
Subdivision carrières

Valence, le **15 AVR. 2015**

Affaire suivie par : Catherine LOEWENGUTH

Tél. : 04 75 82 46 45
Fax : 04 75 82 46 49

courriel : catherine.loewenguth@developpement-
durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2015105 - 0011
portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière
exploitée par la société ASTIC André et Fils
sur la commune de La Roche de Glun au lieu-dit « les Chassis »

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles R512-31 et R512-33 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°5523 du 28 septembre 1981 autorisant la S.A.R.L. ASTIC André à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de LA ROCHE DE GLUN au lieu-dit « Les Chassis » sur une superficie d'environ 3ha 28a et pour une durée de 10 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°1926 du 26 juin 1991 renouvelant l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral précédent pour une durée de 10 ans à compter du 28 septembre 1991 ;

VU l'arrêté préfectoral n°3004 du 10 juin 1999 relatif à la mise en place des garanties financières de la carrière précitée ;

VU l'arrêté préfectoral n°02-5526 du 14 novembre 2002 autorisant l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de LA ROCHE DE GLUN au lieu-dit « Les Chassis » pour une durée de 20 ans ;

VU la demande déposée le 5 mars 2015, par laquelle la société ASTIC André et fils sollicite une modification des conditions d'exploitation et de remise en état pour la carrière susvisée ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 24 mars 2015 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 10 avril 2015 ;

CONSIDERANT que la société ASTIC André et fils a pris du retard sur le phasage prévu par l'arrêté préfectoral n°02-5526 du 14 novembre 2002 compte-tenu de la conjoncture économique et des besoins locaux en matériaux plus faibles que prévus ;

CONSIDERANT que les garanties financières, relatives à la carrière sus-visée, dont les montants ont été fixés dans l'arrêté préfectoral n°02-5526 du 14 novembre 2002, ne correspondent plus aux surfaces actuellement exploitées ;

CONSIDERANT par ailleurs les difficultés pour trouver des matériaux inertes de qualité en vue du réaménagement de la carrière, prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

CONSIDERANT que les modifications demandées n'apparaissent pas de nature à augmenter sensiblement les risques ou inconvénients liés à l'exploitation de la carrière ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Le demandeur consulté ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme :

ARRÊTE

Article 1^{er} : Autorisation

La société ASTIC André et fils, dont le siège social est situé 5 chemin Martinot – 07300 Saint Jean de Muzols, est autorisée à modifier les conditions de remise en état de sa carrière située sur la commune de La Roche de Glun au lieu-dit « Les Chassis », dont l'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°02-5526 du 14 novembre 2002, suivant les prescriptions des articles 2 à 4 du présent arrêté.

Les annexes de l'arrêté préfectoral n°02-5526 du 14 novembre 2002 sont remplacées par les annexes du présent arrêté. Le plan cadastral est repris en annexe 1.

Article 2 : Remise en état

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°02-5526 du 14 novembre 2002 sont remplacées par :

« L'objectif final du réaménagement vise une remise en état agricole avec quelques plantations.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- remblaiement partiel de l'exploitation avec des matériaux inertes jusqu'à la cote minimum de 120 m NGF ;
- rectification des fronts avec une pente maximale de 45° ;
- régälage de la terre végétale en fond de fouille et sur les talus ;
- reboisement de talus avec des espèces locales choisies en accord avec la Direction Départementale des Territoires ;
- plantation d'arbres et arbustes lors de la remise en état de la zone présente à l'Est de l'emprise.

Le schéma de remise en état figure en annexe 2 au présent arrêté. »

Article 3 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral n°02-5526 du 14 novembre 2002 , sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Avant de débuter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir au préfet le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 3. Les plans de phasage sont joints en annexes 4a et 4b.»

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- pour les tiers, le délai de recours est d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 5 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de LA ROCHE DE GLUN pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place ou à la préfecture de la Drôme l'arrêté intégral. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 6 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de LA ROCHE DE GLUN et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

- M. le gérant de la société ASTIC André et fils ;
- M. le maire de LA ROCHE DE GLUN ;
- M. le directeur départemental des territoires ;
- Mme la directrice départementale de la protection des populations ;
- M. le délégué territorial de l'agence régionale de santé ;
- M. le directeur régional des affaires culturelles ;
- Mme la chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ;
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civiles ;
- M. le chef de l'unité territoriale Drôme-Ardèche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

A Valence, le 15 AVR. 2015

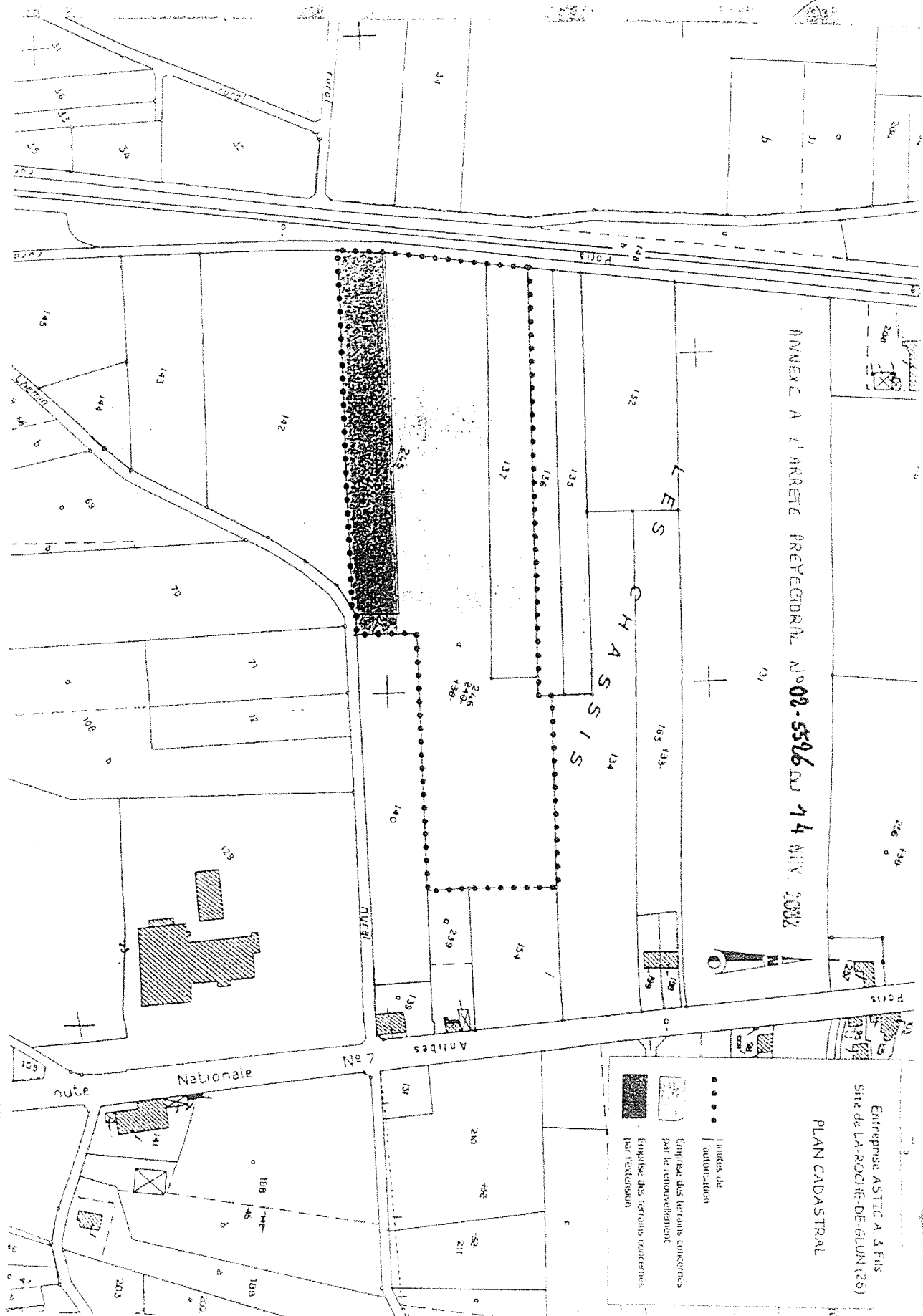
Le Préfet,

Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

~~Elodie DESPLANQUES~~

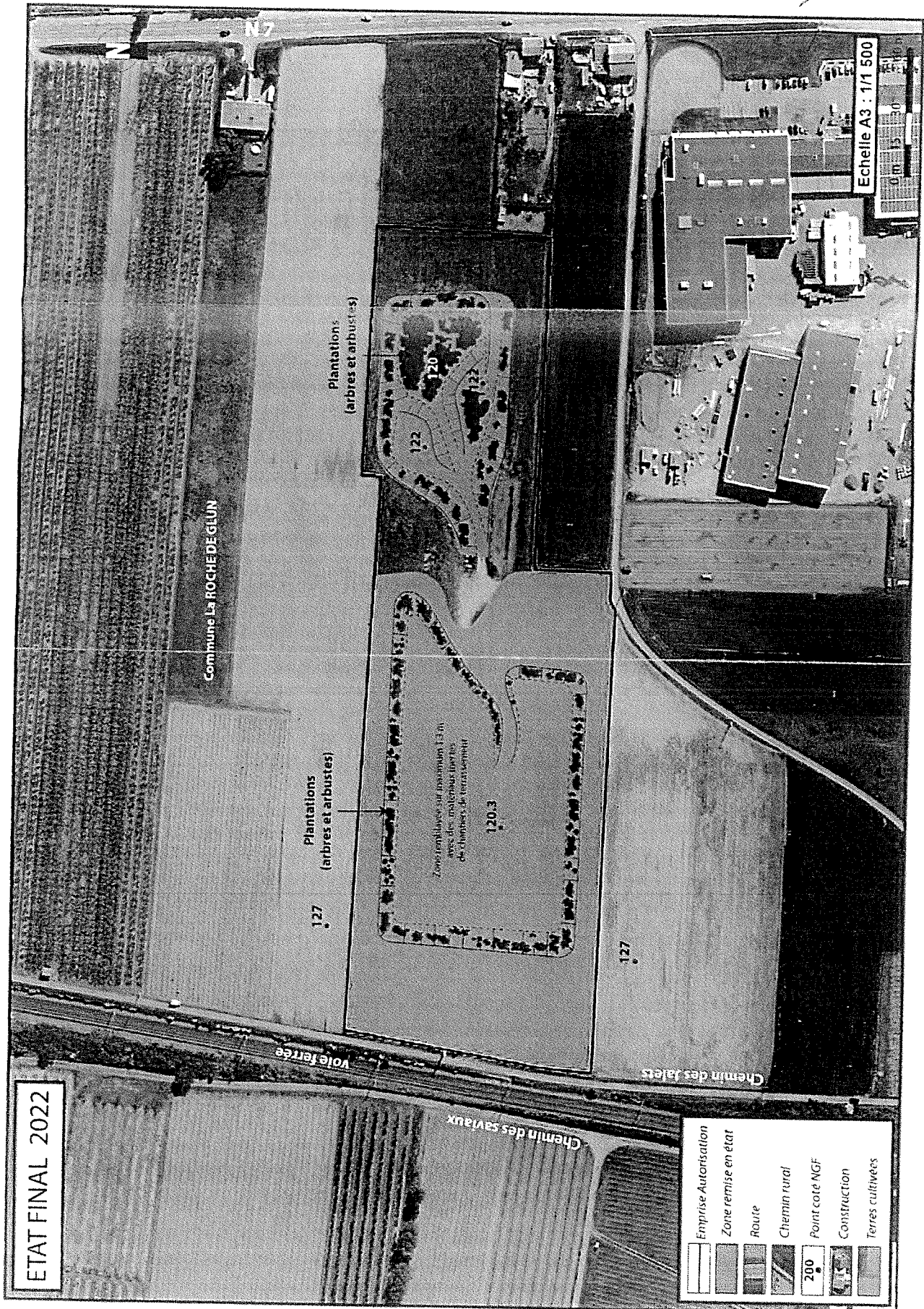
Le Préfet et son délégué
Le Secrétaire Général

ANNEXE N° 1 : plan cadastral
à l'Arrêté Préfectoral n° 2015-0011 du 15 NOV 2015
Carrière de la société Astic et fils à La Roche de Glun



ANNEXE N° 2 : plan de remise en état
à l'Arrêté Préfectoral n° 2015105-0014 du 15/04/2015
Carrière de la société Astic et fils à La Roche de Glun

Echelle DES PLANS : 1/11 500



ANNEXE N° 3

Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

à l'Arrêté Préfectoral n° 2015.005-0014 du 15 JUIN 2015
relative aux GARANTIES FINANCIÈRES pour la carrière de
la Société ASTIC André et fils
à La Roche de Glun au lieu-dit « Les Chassis »

1. Périodicité

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales (3 ans pour la dernière). À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Les schémas d'exploitation et de remise en état joints en annexe 4 présentent les surfaces exploitées et remises en état pendant ces périodes.

2. Montant

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

période 1 (2015-2019) : 41 446 €

période 2 (2020-2022) : 26 166 €

Indice TP01 utilisé : 690 (nov 2014) / TVA : 0,2

3. Acte de cautionnement

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 et porte sur une durée minimale de 5 ans (sauf pour la dernière période de 3 ans).

4. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse à la DREAL–Unité territoriale Drôme-Ardèche le document établissant le renouvellement des garanties financières pour le montant correspondant à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant la fin de leur échéance. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

5. Arrêt de l'exploitation

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation. L'exploitant notifie à cette date à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme l'arrêt des extractions conformément aux dispositions de l'article 8.1 du présent arrêté.

La remise en état est achevée au plus tard 3 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

6. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. A compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

avec :

- . C_R : montant de référence des garanties financières.
- . Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- . Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.
- . TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- . TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières .

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état ainsi qu'une modification des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

7. Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L514.1.I.1° du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

8. Sanctions

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514.1.I.3° du code de l'environnement.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L514.11 du code de l'environnement.

